

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg.

Großherzogtum Luxemburg.

Jeudi, 28 juillet 1932. № 40. Donnerstag, 28. Juli 1932.

Loi du 14 juillet 1932, modifiant et complétant la loi du 8 mai 1872, sur les droits et devoirs des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que certaines dispositions de celle du 29 juillet 1913, concernant les traitements.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 5 juillet 1932, et celle du Conseil d'Etat, du 8 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1er. L'art. 1^{er} de la loi du 8 mai 1872 sur les droits et les devoirs des fonctionnaires, et l'art. 1^{er} de celle du 29 juillet 1913, sur les traitements, sont remplacés par les dispositions du présent article.

Indépendamment des conditions spéciales déterminées ou à déterminer par les lois et les règlements, nul n'est admis définitivement au service de l'Etat, dans les différentes administrations, avant d'avoir fait preuve, par un examen et dans un stage, qu'il possède les connaissances, les aptitudes et les qualités requises.

Le stage précède l'examen d'admission définitive ; il dure trois ans.

L'admission au stage a lieu par décision du Gouvernement, à la suite d'un examen tenant lieu de concours.

Elle ne vaut que pour une année ; pour que le stage dure, il faut que l'admission soit renouvelée d'année en année.

Toute admission au stage est essentiellement

Gesetz vom 14. Juli 1932, betreffend Abänderung und vervollständigung des Gesetzes vom 8. Mai 1872 über die Rechte und Pflichten der Staatsbeamten, sowie gewisser Bestimmungen des Gehältergesetzes vom 29. Juli 1913.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, ic., ic., ic.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 5. Juli 1932, und derjenigen des Staatsrates vom 8. desselben Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Art. 1 des Gesetzes vom 8. Mai 1872 über die Rechte und Pflichten der Staatsbeamten, sowie Art. 1 des Gesetzes vom 29. Juli 1913 über die Gehälter, werden durch die Bestimmungen gegenwärtigen Artikels ersetzt.

Außer den besonderen, durch die Gesetze und Reglemente aufgestellten oder aufzustellenden Bedingungen, wird niemand endgültig zum Dienste in den verschiedenen Staatsverwaltungen zugelassen, bevor er durch eine Prüfung und Probbedienstzeit den Beweis erbracht hat, daß er die erforderlichen Kenntnisse, Fähigkeiten und Eigenschaften besitzt.

Die Probbedienstzeit geht der endgültigen Aufnahmeprüfung vorher und dauert drei Jahre.

Die Zulassung zur Probe erfolgt durch Entscheid der Regierung und nach Ablegung einer, als Wettbewerb zu bewertenden Prüfung.

Die Zulassung gilt bloß für ein Jahr und muß, um als Probezeit zu gelten, von Jahr zu Jahr erneuert werden.

Jede Zulassung zur Probbedienstzeit ist ausdrücklich

révocable ; l'élimination d'un candidat peut avoir lieu à tout moment.

A la fin de la troisième année de stage, le candidat aura à subir un examen qui décidera de son admission définitive et de son classement.

En cas d'insuccès à cet examen, le stage peut être prolongé d'une année, à l'expiration de laquelle le candidat devra se représenter à l'examen. Un nouvel échec entraîne l'élimination définitive du candidat.

Des règlements d'administration publique fixeront, pour chaque administration, le programme et la procédure de ces deux examens, de même que les conditions et les formalités à remplir par les postulants au stage.

Ils prévoiront également les cas dans lesquels les conditions de stage et d'examen pourraient être susceptibles d'exception ou de tempérament.

Il peut être alloué aux stagiaires une indemnité à fixer par le Gouvernement en Conseil, mais qui ne pourra dépasser le minimum du traitement qu'ils toucheront lors de leur nomination définitive.

Des arrêtés ministériels fixeront les emplois qui pourront être confiés à des expéditionnaires.

Art. 2. Des cours spéciaux pourront être institués pour l'instruction et l'éducation professionnelles des fonctionnaires civils de tout ordre, tant technique qu'administratif. L'organisation de ces cours est réservée au Gouvernement ; la fréquentation en est obligatoire.

Art. 3. L'art. 3 de la loi du 8 mai 1872 prévisée, est complété par la disposition ci-après :

Il est interdit au fonctionnaire de divulguer les affaires de service.

Art. 4. L'art. 6 de la loi du 8 mai 1872 prévisée, est complété par la disposition ci-après :

Le fonctionnaire a droit chaque année à des vacances. Un règlement d'administration publique déterminera :

- a) la durée de ces vacances ;
- b) la mesure dans laquelle les congés pour cause de maladie ou toutes autres absences même avec congé sont imputables sur la durée des vacances.

widerruflich; die Ausschließung eines Kandidaten kann jederzeit erfolgen.

Nach Ablauf des dritten Probejahres, muß der Anwärter eine Prüfung ablegen, welche über seine endgültige Aufnahme und Einreichung entscheidet.

Hat der Anwärter diese Prüfung nicht bestanden, so kann die Probiedienstzeit um ein Jahr verlängert werden, nach Ablauf dessen er sich wieder zur Prüfung stellen muß. Im Falle eines neuen Misserfolgs, wird der Anwärter endgültig ausgeschieden.

Der Prüfungsstoff und das Verfahren dieser beiden Prüfungen, sowie die durch die Anwärter zu erfüllenden Bedingungen und Formalitäten, werden, für eine jede Verwaltung, durch öffentliche Verwaltungsreglemente bestimmt.

Dieselben bestimmen ebenfalls die Fälle, in welchen bezüglich der Bedingungen über die Probiedienstzeit und Prüfung eine Ausnahme oder Erleichterung zulässig ist.

Den Diätaren kann eine Entschädigung bewilligt werden, die vom Regierungskollegium festgesetzt wird, und die das ihnen bei der endgültigen Anstellung zustehende Mindestgehalt, nicht übersteigen darf.

Ministerielle Beschlüsse bestimmen die Posten, welche durch Kanzleischreiber besetzt werden können.

Art. 2. Zur beruflichen Belehrung und Ausbildung der Zivilbeamten jeder Art, sowohl der technischen als auch der Verwaltungsbeamten, können Spezialkurse eingerichtet werden. Die Einrichtung dieser Kurse ist der Regierung vorbehalten; die Teilnahme an denselben ist obligatorisch.

Art. 3. Art. 3 des vorbezogenen Gesetzes vom 8. Mai 1872 ist durch nachstehende Bestimmung ergänzt:

Es ist dem Beamten untersagt, Dienstangelegenheiten bekannt zu geben.

Art. 4. Art. 6 des vorbezogenen Gesetzes vom 8. Mai 1872 ist durch nachstehende Bestimmung ergänzt:

Der Beamte hat Recht auf einen jährlichen Urlaub. Ein öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt:

- a) die Dauer des Urlaubs;
- b) das Maß, in welchem der wegen Krankheit bewilligte Urlaub, sowie jede, selbst mit Urlaub verbundene Abwesenheit, für die Dauer des Urlaubs angerechnet wird.

Art. 5. L'art. 7 de la loi du 8 mai 1872 prévisée, est complété par la disposition ci-après :

Il est interdit au fonctionnaire de solliciter, d'accepter ou de se faire promettre, pour lui ou pour autrui, en raison de sa situation officielle, des dons ou autres avantages.

Art. 6. L'al. 1^{er} de l'art. 25 de la loi du 8 mai 1872 prévisée, est remplacé par la disposition ci-après :

Peut également être mis à la retraite le fonctionnaire qui par inaptitude ou par disqualification morale, compromet le service.

Art. 7. Il est institué pour l'ensemble des services publics auxquels le chapitre VI de la loi du 8 mai 1872 est applicable et parmi lesquels il faut comprendre aussi l'administration des douanes, un Conseil de discipline dont l'avis sera requis pour l'application des peines énumérées aux n^os 3, 4, 5, 6 et 7 de l'art. 27 de la loi du 8 mai 1872 sur les droits et devoirs des fonctionnaires.

Ce Conseil procédera également à l'instruction préalable et à l'audition du fonctionnaire inculpé ; il est autorisé à déléguer un ou plusieurs de ses membres pour procéder à l'accomplissement de ces devoirs.

Le Conseil de discipline sera composé de deux magistrats de l'ordre judiciaire et de trois fonctionnaires de l'ordre administratif appartenant à des administrations et à des catégories différentes, et d'un même nombre de suppléants, tous désignés par arrêté grand-ducal pour un terme de trois ans.

Un règlement d'administration publique déterminera l'organisation et le fonctionnement du Conseil en se conformant aux dispositions de la Section II du Chapitre VI de la loi précitée du 8 mai 1872.

Le Conseil est saisi par le Gouvernement, sur l'initiative de l'autorité investie du pouvoir disciplinaire.

Le présent article s'appliquera à toutes les affaires disciplinaires qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, n'ont pas encore fait l'objet d'une décision définitive.

Art. 8. Tout manquement à la discipline engage

Art. 5. Art. 7 des vorbezogenen Gesetzes vom 8. Mai 1872 ist durch nachstehende Bestimmung ergänzt:

Es ist dem Beamten untersagt, auf Grund seiner öffentlichen Stellung, für sich oder andere, Geschenke oder sonstige Vergünstigungen nachzusuchen, anzunehmen oder sich versprechen zu lassen.

Art. 6. Abs. 1 des Art. 25 des vorbezogenen Gesetzes vom 8. Mai 1872 ist durch nachstehende Bestimmung ersetzt:

In Ruhestand kann ebenfalls derjenige Beamte versetzt werden, welcher durch Untauglichkeit oder moralische Ungeeignetheit den ihm übertragenen Dienst gefährdet.

Art. 7. Für sämtliche öffentlichen Dienstzweige, auf die Kapitel VI des Gesetzes vom 8. Mai 1872 Anwendung findet und unter welche ebenfalls die Zollverwaltung einzubegreifen ist, wird ein Disziplinarat eingesetzt, dessen Gutachten für die Anwendung der, unter Nr. 3, 4, 5, 6 und 7 des Art. 27 des Gesetzes vom 8. Mai 1872 über die Rechte und Pflichten der Beamten aufgezählten Strafen, erforderlich ist.

Der Rat schreitet ebenfalls zur vorgängigen Untersuchung und verhört den beschuldigten Beamten; er ist ermächtigt, eines oder mehrere seiner Mitglieder mit der Erledigung dieser Aufgaben zu beauftragen.

Der Disziplinarat besteht aus zwei Magistratspersonen und drei, den verschiedenen Verwaltungen und Beamtengruppen angehörenden Beamten, sowie aus einer gleichen Zahl von Ergänzungsmitgliedern. Mitglieder und Ergänzungsmitglieder werden durch Großes Beschluss für die Dauer von drei Jahren ernannt.

Einrichtung und Tätigkeit des Disziplinarates werden durch öffentliches Verwaltungsreglement bestimmt, unter Beobachtung der in Abschnitt II, Kapitel VI des vorerwähnten Gesetzes vom 8. Mai 1872 vorgesehenen Bestimmungen.

Der Rat wird durch die Regierung, auf Antrag der mit der Disziplinargewalt ausgestatteten Behörde, befasst.

Gegenwärtiger Artikel findet Anwendung auf alle Disziplinarangelegenheiten, bezüglich derer beim Inkrafttreten dieses Gesetzes noch kein endgültiger Entscheid getroffen ist.

Art. 8. Jeder Verstoß gegen die Disziplin zieht

la responsabilité du préposé qui se serait fait faute d'appliquer ou de provoquer les sanctions disciplinaires.

Art. 9. Par dérogation aux lois du 28 juillet 1925 et du 25 mars 1929, concernant l'adaptation des traitements et des pensions au coût de la vie, les traitements et les pensions ainsi que toutes les autres allocations visées par les lois précédemment mentionnées seront calculés à partir du 1^{er} juillet 1932 sur la base de la moyenne des nombres-indice des six mois précédents.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Pianore, le 14 juillet 1932.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

Jos. Bech.

N. Dumont.

P. Dupong.

E. Schmit.

die Verantwortlichkeit des Borgesetzten, welcher die Anwendung oder Veranlassung der Strafmaßnahmen unterlassen hat, nach sich.

Art. 9. In Abänderung der Gesetze vom 28. Juli 1925 und 25. März 1929, die Anpassung der Gehälter an die Lebenshaltung betreffend, werden die Gehälter und Pensionen, sowie alle anderen, durch die vorerwähnten Gesetze bezeichneten Zuwendungen, vom 1. Juli 1932 an, auf Grund des Durchschnitts der Index-Ziffer der sechs vorausgegangenen Monate, berechnet.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Pianore, den 14. Juli 1932.

Charlotte.

Die Mitglieder der Regierung,

Jos. Bech.

Norb. Dumont.

P. Dupong.

E. Schmit.

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Communes et sections intéressées.	Désignation de l'emprunt.	Date de l'échéance.	Numéros sortis au tirage.					Caisse chargée du remboursement
			100	200	300	400	500	
Steinfort, (Kleinbettigen, Hagen, Steinfort)	32.000	1 ^{er} sept. 1932		7.		37.		Caisse communale
Kehlen (Olm)	8.000	1 ^{er} oct. 1932	27, 72.					id.
Kehlen (Kehlen)	60.000	id.	16, 56.				32, 35, 54.	id.
Kehlen (Keispelt-Meispelt)	60.000	id.	12, 52.				14, 24, 42,	id.
Kehlen (Nospelt)	60.000	id.	1, 31.				8, 30, 40.	id.
Septfontaines (Greisch)	35.000	id.	35, 69, 83, 100, 107, 120, 125, 138, 147.					id.
Niederanven	30.000	15 oct. 1932			35, 54.			id.
Septfontaines	8.000	1 ^{er} nov. 1932	58, 76, 78.					id.
Luxembourg (ancienne commune d'Eich)	68.000	id.	13, 40, 50, 66.				27, 58, 59,	id.
Bascharage (Linger)	10.000	id.	11.		40.			id.

Luxembourg, le 23 juillet 1932.

